



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 octobre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL

Etait excusée:

Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0



15 – CONVENTION CADRE TRIENNALE D'OBJECTIFS VISANT LE RENFORCEMENT DES ORIENTATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE, D'ECONOMIE D'ENERGIE ET DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES - AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 30 octobre 2012, la ville de Blaye s'est engagée dans une démarche de développement durable et d'économies d'énergie en participant à une opération collective de diagnostic énergétique des bâtiments publics.

A la suite de cette étude portant sur 8 bâtiments communaux, il s'avère nécessaire de poursuivre par une phase opérationnelle et plus complète.

C'est pour cela que la Commune de Blaye, dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles politiques en matière énergétique, a fait le constat de la nécessité de disposer d'un conseil neutre indépendant et impartial quant à l'analyse de la situation en matière énergétique et aux solutions et conseils pouvant être apportés pour améliorer cette situation.

La commune de Blaye s'est donc rapprochée de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Cette structure est une association de type loi de 1901, créée par la Communauté Urbaine de Bordeaux, le Conseil Général de la Gironde et le Conseil Régional d'Aquitaine, avec le concours financier de l'ADEME Aquitaine et de l'EUROPE dans le cadre du programme « Intelligent Energy Europe ».

L'objectif pour la commune de Blaye est de pouvoir adhérer au programme d'actions annuel mis en œuvre par l'ALEC.

.../...

Une convention triennale définit précisément les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles la commune de Blaye et l'ALEC entendent collaborer.

Le programme d'actions se décline en 4 axes :

- Stratégie territoriale : innovation - veille – prospective
- Réseaux : échanges – coordination – animation
- Information : diffusion – sensibilisation
- Plans d'actions : aide à la décision – soutien technique.

A partir de ces 4 axes, l'Alec propose à la commune de Blaye un programme d'actions annuel décliné et présenté dans une convention annuelle accompagnée d'annexes techniques et financières propres à cette convention.

2 options de travail sont proposées par l'ALEC.

- Option n° 1 :

Plans d'actions : aide à la décision, soutien technique

- Conseil en énergie partagé (CEP)

1ère année (2015), mise en place (35 bâtiments, 2 000 points lumineux et la flotte de véhicules) :

- Bilan global du patrimoine sur la base des factures d'énergie et d'eau des 3 dernières années (2012 - 2014):
- Visite des 15 bâtiments (état des lieux bâti et équipements)
- Analyse des données issues du bilan, des visites et des diagnostics existants
- Co-élaboration avec la commune d'un programme d'action adapté à son budget et à ses priorités et tenant compte des possibles dispositifs de financement
- Préconisation spécifiques sur l'éclairage publique
- Rapport et présentation aux élus et aux services techniques

2e et 3e années (2016 et 2017), suivi du CEP :

- Mise à jour du bilan globale sur la base du suivi des factures
- Accompagnement à la mise en place du programme d'action
- Réalisation des campagnes de mesure.

Information : diffusion, sensibilisation

Tout au long de la durée de la convention :

- Accompagnement à la mise en réseau des acteurs et des projets en matière d'énergie
- Invitation aux Assemblées générales, ateliers, conférences organisées ou co-organisées par l'Alec

- Option n° 2 :

Plans d'actions : aide à la décision, soutien technique

- Option n° 1 à laquelle s'ajoute :

1ère année : Qualité de l'air intérieur (2015)

- Proposition d'un modèle de cahier de charges technique pour réaliser l'évaluation des moyens d'aération et une campagne de mesure des polluants dans les Etablissements Recevant du Public

1ère année : Contrats d'énergie

- Appui technique pour le suivi des nouveaux contrats d'énergie.

1ère année : contrats d'exploitation des chaufferies:

- Analyse technico-économique des contrats d'entretien actuels et des opportunités d'optimisation.
- Appui technique à un éventuel marché d'exploitation.

Réseaux : échanges, coordination, animation

2e année :

- Réalisation d'une note d'opportunité technico-économique pour la mise en place d'un réseau de chaleur bois énergie.

Information : diffusion, sensibilisation

- Option n° 1

Le coût pour la collectivité est de :

- Option n°1 : 8 800 €.
 - pour l'année 2015 : 3 600 euros,
 - pour l'année 2016 : 2 600 euros,
 - pour l'année 2017 : 2 600 euros.
- Option n°2 : 10 500 €.
 - pour l'année 2015 : 4 900 euros,
 - pour l'année 2016 : 3000 euros,
 - pour l'année 2017 : 2 600 euros.

Compte tenu de ces éléments, la ville de Blaye a retenu l'option n° 2.

A cette somme se rajoutera le montant annuel de l'adhésion à l'association soit 543 €.

Il proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre triennale d'objectifs visant le renforcement des orientations en matière de développement durable, d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables avec l'ALEC et tous les documents y afférents.

Les recettes correspondantes sont prévues au Budget Primitif M14 chapitre 65 article 6574.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable .

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le
Identifiant de télétransmission :

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

